



Aidsplan

Independent observer
of the Global Fund

FAUT-IL REPENSER LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL FRANÇAIS EN MATIÈRE DE SANTÉ MONDIALE ?

Think tank français entièrement dédié aux questions de santé mondiale, « Santé mondiale 2030 » existe depuis octobre 2016 et regroupe des personnalités de haut niveau issues d'univers très divers : la recherche, l'université, le milieu associatif, les organisations internationales et le secteur privé.

Comme tous les « think tanks », l'activité principale de ce groupe de réflexion est de produire des analyses indépendantes et d'élaborer des propositions relatives aux politiques internationales de santé. Plus spécifiquement, Santé mondiale 2030 s'est donné trois objectifs : (1) analyser les grands enjeux de la santé mondiale, (2) produire et diffuser des idées nouvelles et (3) influencer la réflexion des responsables politiques en matière de santé mondiale.

Membres du groupe : Françoise Barré-Sinoussi, Paul Benkimoun, Michel Cot, Sana de Courcelles, François Dabis, Jean-François Delfraissy, Annabel Desgrées du Loû, Éric Fleutelot, Frédéric Goyet, Michel Kazatchkine, Marie-Paule Kieny, Mathieu Lamiaux, Lelio Hernan Marmora, Benoit Miribel, Olivier Nay, Louis Pizarro, Anna Laura Ross. Stéphanie Tchiombiano est la coordinatrice.

Une conférence a été organisée par le think tank, en collaboration avec la Chaire santé de Sciences Po, le 5 juin 2019 à Paris. Cet article fait la synthèse de la première table ronde, dédiée au dispositif institutionnel français, en écho aux 13 recommandations du think tank (disponibles [ici](#)) pour améliorer la cohérence de la stratégie française, consolider son leadership et renforcer le pilotage de l'intervention française en santé mondiale. Un second article sera publié dans l'OFM n°88, sur la seconde table ronde, dédiée à l'évolution du Fonds mondial.

L'objectif de la table ronde était de réfléchir à la façon dont la France organise et répartit les rôles entre l'ensemble des acteurs publics impliqués dans les questions de santé mondiale. Les acteurs publics impliqués dans la santé au niveau international sont particulièrement nombreux en France, entre le président de la République qui porte « traditionnellement » ce sujet (depuis Jacques Chirac), les différents ministères (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère de la Santé, ministère de l'Enseignement et de la Recherche), le poste d'Ambassadrice en charge des questions de santé mondiale (aujourd'hui occupé par Stéphanie Seydoux), les opérateurs techniques (Agence française de développement, Expertise France), les instituts de recherche (université, AVIESAN, ANRS, IRD, etc.), les agences spécialisées, les collectivités territoriales, etc. La répartition des rôles (portage politique des sujets, financement, assistance technique) entre ces différents acteurs manque souvent de clarté et de lisibilité pour les partenaires internationaux.

Cette table-ronde avait pour objectif de répondre à deux questions simples :

- le dispositif institutionnel français en matière de santé mondiale est-il à la mesure des enjeux ?
- Dans quelle mesure et comment devrait-il évoluer pour gagner en cohérence, en lisibilité et en efficacité ?

[Sana de Courcelles](#), [Olivier Nay](#), [Benoît Vallet](#) et [Mathias Bonk](#) ont été invités à échanger autour de ces questions, sous la modération de [Louis Pizarro](#).

Dans son propos introductif, Louis Pizarro a expliqué pourquoi il était important de réfléchir à ces questions en ce moment. Le fait que la France accueille la prochaine Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Lyon le 10 octobre prochain, place les questions de santé mondiale en haut de l'agenda politique français. Cette conférence ne doit pas seulement être l'occasion de rappeler que la France est le deuxième contributeur historique du Fonds mondial ; elle peut être aussi un temps de réflexion plus général et un temps de remobilisation de la « communauté française de la santé mondiale ».

Cette réflexion s'inscrit dans un agenda politique très fortement marqué par la santé mondiale pour l'année à venir, avec une augmentation attendue des financements français dédiés à la santé mondiale (Emmanuel Macron s'est engagé à augmenter globalement l'aide publique au développement jusqu'à 0,55% du Revenu national brut d'ici 2022, contre 0,37% actuellement. On peut imaginer qu'une partie de ces financements supplémentaires sera dédiée à la santé). Le gouvernement planche sur un programme de réforme de l'action publique française (Action publique 2022), et une dynamique de réorganisation des acteurs publics est déjà lancée (Expertise France va devenir une filiale de l'AFD dans les années qui viennent). Ces évolutions doivent être anticipées pour renforcer l'impact de l'intervention française en santé mondiale.

L'influence de la France dans les organisations internationales en santé mondiale

Si, comme l'a rappelé Sana de Courcelles, la France reste un acteur incontournable de la santé mondiale du fait du dynamisme des ONG françaises, de son engagement financier conséquent et du portage des questions de santé mondiale par le président de la République, elle pourrait avoir une influence plus forte sur la scène internationale. La France a notamment participé activement à la création de plusieurs

organisations multilatérales dédiées à la Santé (notamment le Fonds mondial et Unitaïd). Si elle reste associée à certains principes (comme la défense des droits humains, la couverture universelle en santé et la démocratie sanitaire) ou à certains thèmes (comme le renforcement des systèmes de santé), les priorités françaises ne sont pas toujours suffisamment connues ni portées politiquement. L'influence passe aussi bien sûr par les prises de position française dans les instances de gouvernance multilatérale et par la création de liens forts avec les organisations internationales, en stimulant par exemple les candidatures d'experts français à des postes clés des institutions, afin de renforcer les connaissances croisées du système français et du fonctionnement des organisations internationales. La France aurait tout intérêt à faciliter les allers-retours entre les postes nationaux et les postes internationaux, comme le fait très bien le Royaume Uni, par exemple.

Des réflexions communes avec l'Allemagne

De la même façon que la France a rédigé en 2017 une stratégie en santé mondiale (disponible [ici](#)), l'Allemagne est en train de définir la sienne et prend de plus en plus la parole sur les questions de santé mondiale dans les arènes internationales. Mathias Bonk explique qu'Angela Merkel elle-même est très impliquée sur ce sujet et que le gouvernement allemand est particulièrement engagé sur les questions de résistance aux antimicrobiens, de maladies non-transmissibles et de e-santé. Le ministère de la Santé vient par ailleurs de créer un « hub santé mondiale », plateforme regroupant l'ensemble des acteurs allemands impliqués sur ces questions (acteurs publics, entreprises privées, acteurs associatifs, chercheurs, etc.). Cette expérience peut s'avérer très stimulante pour la réflexion sur le dispositif français et le think tank Santé mondiale 2030 soutient la mise en place d'une plateforme de ce type en France.

Le caractère central du ministère de la Santé

Si le ministère des Affaires étrangères reste très impliqué dans les questions de santé mondiale en France, le rôle du ministère de la Santé ne devrait-il pas être plus important ? Benoît Vallet est notamment revenu sur l'importance du lien entre les décideurs politiques et les acteurs de la recherche en santé mondiale (particulièrement importante en France, grâce à l'institut Pasteur, l'ANRS, l'INSERM, les équipes de l'IRD qui travaillent sur la santé, les universités, etc.). Les politiques publiques internationales doivent être fondées sur les données de la science et dépasser les clivages sectoriels (il est notamment essentiel de penser davantage les questions de santé avec les questions environnementales, par exemple).

L'évolution de la gouvernance internationale de la santé et le rôle de la société civile

Les enjeux de santé doivent être pensés de manière globale, au-delà des cadres nationaux d'intervention et de définition des politiques publiques. Le dispositif institutionnel français doit prendre en compte les transformations rapides du système international (comme le développement des interdépendances, l'importance des circulations humaines ou la montée en puissance des questions environnementales et climatiques). Olivier Nay insiste notamment sur l'importance des systèmes multi-acteurs et sur le rôle croissant des nouveaux acteurs de la mondialisation (coalitions de plaidoyer, secteur privé, producteurs de connaissances). Il existe une autre manière de concevoir l'influence, le « convening power » qui consiste à « rassembler tous les acteurs de la santé mondiale dans un même écosystème national ou transnational pour faire rayonner une stratégie » plutôt que de multiplier les interventions ciblées, privilégiant des stratégies de court terme, en direction des institutions internationales.

Cette première table-ronde se clôture sur l'idée de faire émerger une « communauté de savoir et d'expertise » sur la santé mondiale, en mobilisant davantage les acteurs de la recherche, en développant des cursus de formation sur la santé mondiale, et, pourquoi pas, en créant une « Alliance des acteurs de la santé mondiale » inclusive et participative, afin de construire une « vision partagée » de la santé mondiale, s'appuyant sur les connaissances et savoirs d'organisations venant d'horizons différents.

Ressources additionnelles:

Pour en savoir plus sur Santé mondiale 2030, visitez le site [ici](#).

Santé mondiale 2030 publie une revue de presse mensuelle sur les questions de santé mondiale (vous pouvez en voir un exemple ici : <https://www.scoop.it/topic/sante-mondiale>). N'hésitez pas à vous inscrire en envoyant un mail à santemondiale2030@gmail.com

[Read More](#)
